Appel de la Commission Exécutive FNPOS CGT des 14 & 15 octobre 2026

Montreuil, Jeudi 15 octobre 2026

Depuis fin août dans les DROM et mi-septembre dans l'Héxagone, des milliers de lycéens bloquent leurs établissements, dans les quartiers populaires comme dans les campagnes. Ils ont de bonnes raisons de se mobiliser : classes surchargées, enseignants non remplacés, bâtiments dégradés, manque de moyens, avenir verrouillé par un Parcoursup aussi opaque qu'injuste.

Face à cette colère légitime, la réponse du gouvernement est sans appel : la répression.

Depuis le début du mouvement, près de 8 000 interpellations ont été recensées, dont une large part de mineurs. Une réponse d'une brutalité sans précédent pour des jeunes qui défendent simplement leur droit à étudier et à construire leur avenir.

Usage d'armes de guerre, violences policières, gardes à vue abusives : les blessés se comptent par dizaines, parfois avec des séquelles irréversibles.

Rien de tout cela n'est un dérapage. C'est un choix politique.

Le ministre de l'Intérieur a lui-même déclaré ne donner « aucune consigne de retenue ». Comment ne pas y voir un feu vert donné aux forces de l'ordre ?

Le contraste est frappant. En janvier 2024, lorsque les agriculteurs bloquaient routes et préfectures, le mot d'ordre gouvernemental était celui de la « grande modération ». Face aux lycéens, on parle de « violences urbaines » et de « rétablissement de l'ordre républicain ».

Deux poids, deux mesures.

Derrière cette rhétorique se cache une même volonté : discréditer la jeunesse lorsqu'elle relève la tête et la remettre au pas lorsqu'elle s'organise.

La justice est à son tour mobilisée. Sous couvert de « fermeté », on traite comme des délinquants des jeunes qui défendent leur avenir. On tente de faire taire une mobilisation sociale à coups de procédures judiciaires et de menaces sur leur avenir.

Pourtant, leurs revendications sont aussi les nôtres.

Conditions d'étude, conditions de travail, effectifs, salaires, services publics, budgets : nous faisons face aux mêmes politiques d'austérité et au même mépris.

Notre place est donc à leurs côtés. Pas comme simples spectateurs. Sur les blocages et initiatives nous encourageons nos syndiqués à se mettre à disposition des unions départementales et locales. De même là où ça ne serait pas encore fait nos syndicats doivent mettre en débat le dépôt d'un préavis illimité. Être réactifs et pouvoir couvrir les travailleurs en grève en cette période de mobilisation et de débats budgétaires est absolument nécessaire.

Notre place est dans l'action commune, dans la grève et dans la mobilisation pour imposer nos revendications.

Les jeunes nous montrent aujourd'hui la voie. Ils font preuve d'organisation, de créativité, de courage et de détermination.

Malgré la répression, malgré les intimidations, le gouvernement n'a pas réussi à étouffer le mouvement. Cette semaine encore, plus d'un million de personnes ont participé aux différentes mobilisations.

La colère est là. La mobilisation aussi.

Les rassemblements du samedi 17 octobre mettront en avant la question du coût de la vie, il faudra partout où c'est possible poursuivre jour après jour les mobilisations actuelles. Avec en perspective la journée interprofessionnelle de grève du 5 novembre qui devra marquer un nouveau saut en avant.

Cette date doit être celle de la convergence. Convergence entre la jeunesse et le monde du travail.

Convergence entre les luttes pour les salaires, les services publics et le pouvoir de vivre.

Convergence contre l'austérité qui frappe les plus fragiles pendant que les grandes fortunes continuent d'être privilégiées.

Pour gagner, il faudra à partir du 5 novembre inscrire la mobilisation dans la durée, construire le rapport de force et élargir encore le mouvement.

Car seules des mobilisations de masse, unies et déterminées permettront de faire reculer ce gouvernement et d'imposer une autre répartition des richesses.

PLUS QUE JAMAIS, POUR LA FNPOS CGT L'HEURE EST À L'ACTION ET À LA MOBILISATION

POUR UNE VÉRITABLE RUPTURE ANTICAPITALISTE ET L'AVÈNEMENT DU 100% SÉCU.

la cgt FÉDÉRATION DES ORGANISMES SOCIAUX